

au gouvernement 3 milliards 240 millions. Nous avons 1,500,000 retraités, les vieillards, et tous ceux qui, sous une forme ou l'autre, touchent des pensions de l'État. Nous avons fixé un revenu garanti à \$120 par mois par personne, ce qui donnerait \$1,440 par année ou un montant total de 2 milliards 160 millions.

Pour les 13 millions de dépendants, le total du revenu garanti que nous pourrions accorder, dans la situation actuelle, coûterait globalement, à toute la population du Canada, environ 9 milliards. De cette somme, nous pourrions déduire le coût de tous les plans et rataplans actuels de bien-être social, d'allocations, de pensions, de tout ce qu'on voudra. Les plans et rataplans que nous avons aujourd'hui coûtent tout près de 5 milliards à la population du Canada, alors qu'avec 4 milliards de plus nous pourrions assurer un revenu garanti à tous nos citoyens.

La production nationale du Canada, en 1968, s'élève à 68 milliards de dollars. Il faudrait donc retenir tout simplement 9 milliards ou 14 p. 100 de cette production nationale pour les 13 millions de citoyens dépendants. Il resterait encore plus de 59 milliards pour payer le travail et le capital des 7,700,000 citoyens producteurs de cette production.

● (3.00 p.m.)

Si l'on veut calculer la moyenne de cette répartition, on constate que les dépendants reçoivent en moyenne \$700 par année, tandis que les producteurs reçoivent \$7,700 par année. Il existe 7,700,000 producteurs et 13 millions de dépendants.

De cette façon, chaque citoyen canadien bénéficiera d'un pouvoir d'achat par son travail, par son capital ou par son droit à la vie. Personne ne serait oublié, personne ne serait abandonné. Chaque citoyen aurait au moins son revenu pour le minimum vital. Quant à ceux qui n'ont pas de travail ni de capital, ils bénéficieraient toujours du revenu minimum garanti.

Quant à ceux qui ont peur que les taxes, les impôts, les prix ou le coût de la vie soient augmentés, pour payer ce revenu minimum personnel aux citoyens sans travail ni capital, il suffit tout simplement de savoir que ces montants seront pris à même la production nationale de 68 milliards ou dans les surplus recapitalisés de 28 milliards, après paiement des impôts dans le contexte de toute la vie économique de la nation, dans la vie courante.

Il n'est pas nécessaire d'être un diplômé d'université, d'être un économiste ou un expert en administration pour savoir que chaque citoyen a le droit de vivre et que la production doit servir à la consommation, avant de servir à la capitalisation de surplus.

[M. Latulippe.]

Avant de trop capitaliser, monsieur le président, il faut commencer par consommer suffisamment.

Tout le monde comprend cela. Tous les députés comprennent cela. Tout le monde désirerait cela. Tout le monde exige cela des grands administrateurs de nos grandes sociétés et surtout de nos 264 ministres et députés au gouvernement du Canada. Même si les gens ne peuvent pas tous comprendre tous les rouages et mécanismes de la circulation de l'argent, tout le monde sait que tout citoyen a le droit de vivre et qu'il faut de l'argent pour vivre.

Aux 20,700,000 citoyens canadiens, il faudrait absolument donner 20,700,000 pouvoirs d'achat, à cause du travail des uns, du capital des autres et du droit vital personnel des citoyens sans travail ni capital. Ces trois sortes de revenus dont bénéficieraient tous les citoyens du Canada: le travail, le capital et le droit vital pourraient se réaliser immédiatement dans les cadres, dans les mécanismes réguliers de nos systèmes monétaire, économique et politique canadiens.

Alors, monsieur le président, je serai bref. Je crois avoir émis, à plusieurs reprises, dans cette enceinte, ces opinions, de diverses façons. Je brosse des tableaux qui sont logiques, je parle d'une situation financière qui serait viable, parce qu'il existe un surplus de production de 28 milliards de dollars en 1968. Quant à ce surplus de production, 4 milliards sont capitalisés par les particuliers et le reste l'est par les grandes sociétés.

Alors, si la capitalisation est trop forte, on doit y remédier. Nous devons puiser dans ce surplus de capitalisation, qui n'est même pas imposé, les sommes d'argent nécessaires pour défrayer le coût d'un programme d'allocations sociales, normal, adapté aux fins et aux réalités économiques de notre pays.

Si nous ne le faisons pas, c'est parce que nous n'avons pas compris la situation. Ces tableaux et tous ces renseignements sont à la disposition de la Chambre. Si quelque député désire se renseigner davantage, il n'a qu'à me le demander et je lui fournirai toute la documentation voulue à ce sujet. Nous sommes en mesure de prouver—et je l'ai d'ailleurs prouvé à maintes reprises—que nous sommes capables de faire vivre nos citoyens, que nous sommes capables de faire vivre nos familles et que nous sommes capables de payer un revenu normal, un revenu suffisant à chaque famille pour lui permettre de vivre convenablement dans un pays comme le Canada, où les richesses sont abondantes.

Monsieur le président, peut-on s'imaginer que si, après avoir réalisé un surplus de 28 milliards en produits, en 1968, nous avons mis au travail tous les gens aptes à travailler,